



EXPOSÉ DE POSITION – RÉSUMÉ

**DOCUMENT DE
SYNTHÈSE (RESUME)
S&D SUR LA STRATÉGIE
EUROPE - UNE
RÉVISION POUR
RÉUSSIR**

*SORTIR DE LA CRISE – UN MEILLEUR
MODELE ECONOMIQUE POUR L'EUROPE*

Financer une meilleure Europe

Date:

16 mars 2016



Groupe de l'Alliance progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement Européen

Parlement Européen
Rue Wiertz 60
B-1047 Bruxelles
T +32 2 284 2111
F +32 2 230 6664
www.socialistsanddemocrats.eu

TABLE DES MATIERES

1	Introduction.....	3
2	Un changement de paradigme progressif	4
3	Priorités stratégiques	4
3.1	Encourager la transition énergétique et favoriser l'économie circulaire	5
3.2	Élaborer des solutions pour une société numérique progressive	6
3.3	Promouvoir l'innovation en investissant dans la recherche et le développement, dans le secteur manufacturier et dans les industries numériques, culturelles et créatives.....	6
3.4	Réduire les inégalités sociales en renforçant les investissements dans l'apprentissage tout au long de la vie, la santé, l'égalité des sexes, la participation des jeunes, le dialogue interculturel et l'inclusion sociale.	7
4	Outils financiers	7
4.1	Le budget de l'Union européenne est l'outil le plus approprié pour financer la stratégie Europe 2020.....	8
4.2	Ressources propres.....	8
4.3	Budgets nationaux	8
4.4	Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS).....	9
4.5	Banque européenne d'investissement (BEI)	9
4.6	Marché des capitaux.....	9
5	Gouvernance et instruments politiques	10
5.1	Lignes directrices et grands objectifs intégrés.....	10
5.2	Le Semestre européen: rapports nationaux, recommandations spécifiques à chaque pays, programmes nationaux de réforme.....	10
5.3	Rôles de la Commission européenne, du Parlement européen et des parlements nationaux.....	11
5.4	Le rôle des partenaires sociaux, de la société civile et des instances régionales de gouvernance	11

1 INTRODUCTION

Lors de son adoption en 2010, la stratégie décennale de l'Union européenne pour la croissance et l'emploi, Europe 2020 reposait sur l'hypothèse selon laquelle l'Europe était en mesure de retrouver rapidement le chemin de la croissance après la crise financière qui a frappé l'UE en 2008. Cependant, la majorité des avantages prévus de la stratégie (réduction du chômage et des inégalités sociales) ne se sont pas matérialisés. En outre, les politiques actuelles en matière de gouvernance économique et d'austérité ne contribuent pas à atteindre les objectifs d'Europe 2020.

Étant donné que l'échéance de 2020 approche, il est temps d'évaluer les réussites et les échecs, sans remettre en cause les objectifs généraux. Il est urgent de recentrer la stratégie Europe 2020 pour en faire un succès et de modeler le futur visage de l'Union européenne à l'aide d'un nouveau modèle de croissance. La transition vers ce nouveau modèle doit prendre appui sur les principes du développement durable, y compris sur ses éléments économiques, sociaux et environnementaux. Le nouveau modèle de croissance doit viser la justice sociale et la création d'emplois durables et de qualité, et pas uniquement la réduction du chômage. Le marché unique doit également être reconnu comme un outil fondamental dans la construction d'une économie sociale de marché. Dans le même temps, nous devons encourager nos partenaires à converger avec nous, tout en tenant compte de leurs spécificités, cultures et civilisations respectives.

2 UN CHANGEMENT DE PARADIGME PROGRESSIF

Au cours des cinq ou six dernières années, nous avons assisté à des changements profonds, à la fois à l'échelle nationale et internationale, ainsi que sur les plans économique, géopolitique, démographique, technologique, environnemental et sociologique. Nos sociétés sont transformées par de puissantes tendances de fond telles que:

- Le changement climatique et la limitation des ressources
- Une nouvelle phase de la révolution numérique
- Une réorganisation géographique stimulée par les réseaux mondiaux et l'émergence de mégapoles
- L'accroissement des disparités régionales
- Des changements sociaux profonds
- L'aliénation des citoyens des institutions politiques

Ces tendances ne peuvent être ignorées et l'exploitation pleine et optimale de leur potentiel pourrait aider l'Union européenne à atteindre ses objectifs de croissance durable, de compétitivité, de développement durable, d'emplois de qualité et d'inclusion sociale.

3 PRIORITES STRATEGIQUES

L'un des principaux objectifs de la prochaine phase de la stratégie Europe 2020 devrait être la création d'un cadre plus adapté qui permettrait à l'ensemble des

États membres de tirer parti de ces changements sociaux profonds. Pour passer à un nouveau modèle de croissance axé sur des emplois de qualité, l'Union européenne doit:

3.1 Encourager la transition énergétique et favoriser l'économie circulaire

Les objectifs en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables devraient être revus à la hausse de manière significative et doivent être contraignants pour les États membres (indépendamment de l'évolution des négociations internationales sur le changement climatique). Le groupe S&D a proposé un objectif contraignant beaucoup plus élevé (45 % d'énergies renouvelables d'ici 2030, par rapport au taux décevant de 27 % actuellement en vigueur). En tant que stratégie économique globale de l'Union, la version révisée de la stratégie Europe 2020 devrait élaborer une feuille de route visant la "décarbonisation" de l'Europe et la mise en place d'une économie circulaire d'ici à 2050. Des objectifs clairs doivent être fixés pour 2020 et 2030, afin de maintenir et d'améliorer le leadership industriel de l'Union européenne et de prévenir la «fuite» des industries à faible émission de carbone vers d'autres régions.

Pour développer et engager les actions nécessaires, et pour mesurer les progrès accomplis, nous devons:

a) Définir, au sein des secteurs comme au niveau de l'ensemble de l'Union, des objectifs contraignants afin d'accroître l'efficacité des ressources, en s'appuyant sur un indicateur de référence et plusieurs indicateurs secondaires, dont les services écosystémiques. Ces indicateurs devraient mesurer la consommation des ressources et l'incidence environnementale de cette consommation du point de vue de l'eau, des émissions de carbone et des matériaux et l'utilisation des terres, y

compris des importations et des exportations, et tenir compte de l'ensemble du cycle de vie des produits et des services;

b) prendre des mesures appropriées pour combler les lacunes de la politique actuelle et les défaillances du marché, qui entravent la réalisation d'un modèle de production et de consommation durables des ressources.

3.2 Élaborer des solutions pour une société numérique progressive

L'Union européenne a besoin de développer une politique industrielle qui soutienne les acteurs européens, existants et nouveaux, de l'innovation et de la conception numériques. La Commission et les pays européens devraient se concentrer sur l'amélioration des compétences numériques, en incluant cette matière dans les programmes d'enseignement.

3.3 Promouvoir l'innovation en investissant dans la recherche et le développement, dans le secteur manufacturier et dans les industries numériques, culturelles et créatives.

Dans ce contexte, il est capital d'encourager une coopération et un dialogue étroits entre les industries créatives, les universités et les centres de recherche, afin qu'ils proposent des programmes communs de formation et d'apprentissage tout au long de la vie. Tant le secteur privé que le secteur public devraient travailler à améliorer les niveaux de compétence et investir dans le capital humain, dans une éducation de qualité et dans la recherche et le développement. Le groupe des sociaux-démocrates continuera de promouvoir les interactions entre l'éducation, la culture, la recherche et l'innovation.

3.4 Réduire les inégalités sociales en renforçant les investissements dans l'apprentissage tout au long de la vie, la santé, l'égalité des sexes, la participation des jeunes, le dialogue interculturel et l'inclusion sociale.

Nous devons investir davantage dans l'éducation et dans des formations de bonne qualité pour aider les jeunes à réaliser leur potentiel et conduire l'Union européenne vers une société fondée sur la connaissance. Des citoyens hautement qualifiés seront également mieux armés pour combattre le chômage et construire une société inclusive et démocratique. La stratégie UE 2020 a fixé des objectifs ambitieux: un taux d'emploi de 75 % pour les hommes comme pour les femmes et la réduction d'au moins 20 millions, d'ici 2020, du nombre de personnes vivant dans la pauvreté ou exposés au risque de pauvreté et de d'exclusion sociale. Ces développements devraient être combinés de façon positive à des politiques plus intelligentes en matière de migration économique.

4 OUTILS FINANCIERS

Le succès de la stratégie UE 2020 devrait reposer sur une stratégie d'investissement globale. Étant donné que nous sommes loin d'atteindre les objectifs fixés en matière d'emploi et de progrès social, il est évident que des ressources financières doivent être débloquées de toute urgence pour mettre en œuvre les bonnes politiques et atteindre les objectifs fixés.

4.1 Le budget de l'Union européenne est l'outil le plus approprié pour financer la stratégie Europe 2020.

Le cadre financier pluriannuel révisé devra répondre aux besoins financiers d'une Union européenne en situation de reprise économique, répondre à des objectifs sociaux et environnementaux et faire face aux crises politiques actuelles. Le cadre actuel devrait être plus étroitement aligné sur la stratégie Europe 2020 mise à jour, et le prochain cadre devrait être coordonné avec la stratégie de croissance suivante et le prochain cycle électoral européen (2019-24). En outre, le budget de l'Union européenne devrait être plus stable, durable, prévisible et décidé de manière plus autonome.

4.2 Ressources propres

Le système de financement actuel de l'Union européenne (ressources propres) repose en grande partie sur les prélèvements effectués sur les budgets des États membres, lesquels sont souvent perçus comme un fardeau par les citoyens et par les instances nationales du trésor public. Il est nécessaire de réduire la dépendance à l'égard des budgets nationaux et de créer un véritable système de ressources propres avec des fonds directs provenant d'autres sources: cela constituerait une situation gagnant-gagnant pour les États membres et l'Union européenne. Trouver des solutions viables pour réformer le système, en introduisant différentes sources de revenus, doit être une priorité absolue.

4.3 Budgets nationaux

Il serait possible d'accroître les investissements si les pays de l'Union européenne adaptaient leurs finances publiques aux politiques anticycliques et faisaient usage

des clauses de flexibilité prévues par la législation, y compris dans les pays bénéficiant encore de programmes de sauvetage.

4.4 Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS)

La coopération entre la Banque européenne d'investissement (BEI) et les banques et institutions nationales de développement (BIND) ainsi qu'avec les plateformes d'investissement devrait être encouragée, notamment dans le cadre du FEIS (Fonds européen pour les investissements stratégiques), afin d'exploiter les compétences et les connaissances pointues de ces institutions en matière de financement des petites entreprises. Cela permettrait de soutenir la création d'emplois durables et de qualité et de renforcer la cohésion sociale, économique, culturelle et territoriale, d'encourager l'investissement social et de réduire les inégalités par des mesures visant à améliorer les services publics et à soutenir la création d'emplois pour les groupes défavorisés.

4.5 Banque européenne d'investissement (BEI)

Le principal objectif de la BEI devrait être de fournir des fonds pour l'économie réelle et de stimuler la croissance économique et la création d'emplois, plutôt que se concentrer uniquement sur les notes «triples A».

4.6 Marché des capitaux

L'Union des marchés de capitaux (UMC) pourrait être un instrument de diversification des financements utile et complémentaire du crédit bancaire, pour

lutter contre la fragmentation transfrontalière et harmoniser les financements. La réglementation du système financier doit être revue pour mettre l'accent sur le soutien de l'activité économique dans les domaines de l'innovation, du développement durable et de la création d'emplois de qualité.

5 GOUVERNANCE ET INSTRUMENTS POLITIQUES

Au niveau des institutions européennes, la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil européen devraient coopérer plus systématiquement, tout en respectant leurs différences politiques en termes de gouvernance.

5.1 Lignes directrices et grands objectifs intégrés

Chaque ligne directrice intégrée et chaque initiative phare devrait être clairement soutenue par une commission au sein du Parlement européen et par une formation politique au sein du Conseil.

5.2 Le Semestre européen: rapports nationaux, recommandations spécifiques à chaque pays, programmes nationaux de réforme

Le Semestre européen devrait être dédié à la mise en œuvre à la stratégie UE 2020 (comme cela était auparavant le cas) et non l'inverse. En outre, le marché unique doit être le troisième pilier du Semestre européen en vue de couvrir un ensemble bien délimité de priorités liées à l'économie réelle.

5.3 Rôles de la Commission européenne, du Parlement européen et des parlements nationaux

La réalisation de l'Union économique et monétaire (UEM) appellera une bien plus grande légitimité démocratique. Nous devons nous assurer que le Parlement européen maintienne la pression pour parvenir à un accord interinstitutionnel sur le Semestre européen. À l'avenir, le dialogue avec le Parlement devrait commencer avant que la Commission ne présente sa proposition d'examen annuel de croissance (EAC). Le Parlement devrait également renforcer sa coopération avec les parlements nationaux.

5.4 Le rôle des partenaires sociaux, de la société civile et des instances régionales de gouvernance

La société civile peut avoir un impact réel grâce à des échanges interculturels, au dialogue démocratique, à des initiatives de consolidation de la paix et d'engagement citoyen, et ces mouvements peuvent permettre aux communautés de s'émanciper et de prendre part aux décisions. À cette fin, les ONG et les autres organisations compétentes doivent recevoir un soutien durable et structurel, y compris pour les initiatives à petite échelle, au niveau local.